

Dans l'ensemble de l'espace européen, des mouvements et des organisations ont vu le jour pour lutter contre la marchandisation du logement et ses conséquences. Ils militent en faveur d'un droit au logement et d'un droit à la ville pour tous/toutes. **La Coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville** s'est formée en 2013 et s'est développée et renforcée depuis, avec actuellement 30 mouvements actifs dans 20 pays.

La Coalition regroupe un large éventail de mouvements locaux, des réseaux nationaux ou locaux, des campagnes indépendantes. Issus de contextes politiques différents, les mouvements membres de la Coalition ont des formes et des modalités d'action parfois spécifiques et autonomes. Malgré leurs différences et spécificités, les mouvements militent et agissent tous en faveur d'un logement digne et décent pour tous/toutes, pour le logement social/public et contre sa privatisation, contre les intérêts spéculatifs des marchés immobiliers et financiers, la gentrification, contre les expulsions locatives et bancaires, contre les politiques d'austérité imposées qui limitent financements et les politiques sociales en faveur du logement, contre les dispositions européennes de la concurrence qui favorisent le secteur privé du logement.

Les membres de la CEA se réunissent régulièrement deux fois par an en plénière et au sein des différents groupes de travail (mobilisation et actions, partage d'expériences, échanges entre mouvements, recherche-action) et des groupes thématiques récemment constitués (logement public/social, syndicats de locataires, juridique). La Coalition organise et/ou participe à des actions, des manifestations, comme en 2018 lors de la campagne contre la financiarisation du logement dans l'espace européen et à des actions de solidarité avec les luttes nationales/locales des mouvements.

L'AITEC participe, aux côtés du DAL et d'HALEM¹, aux réunions, plénières, activités et travaux de la CEA, et plus particulièrement à l'animation du groupe recherche-action. Sur la période 2018-2019, l'AITEC a participé aux rencontres et actions suivantes :

- les deux plénières de Lisbonne en septembre 2018 et de Berlin en juin 2019,
- la réunion du groupe recherche à Paris en mars 2019,
- la réunion du groupe thématique « logement social / public » à Cluj en Roumanie en mars 2019,
- les actions de solidarité avec les mouvements de Serbie, de Turquie, de Pologne et de Grèce.

1/ les réunions plénières de Lisbonne et Berlin:

LISBONNE septembre 2018

Retour sur la rencontre de la coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville à Lisbonne²

Du 22 au 25 septembre 2018, l'AITEC a participé à la réunion plénière de la Coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville. La CEA réunit des mouvements de toute l'Europe: syndicats de locataires, mouvements pour la défense de l'habitat mobile, mouvements d'habitants contre les expulsions centre de recherches... C'est un espace divers et fédérateur, bien que traversé par de multiples approches, ce qui en fait toute la richesse.

Lisbonne, ville en proie à un processus spéculatif féroce

Le choix de la ville de Lisbonne faisait sens, dans la mesure où cette ville est en prise avec un processus de touristification de masse, dans le contexte d'une offre locative déjà extrêmement réduite - environ 20% des logements. La ville est en proie à tout type de spéculation - appartements touristiques, projet de régénération

¹ Droit au logement / habitat léger, mobile, éphémère et mobile

² Compte rendu rédigé par Magali Fricaudet

urbaine.... Les visites de terrains ont permis aux participants de découvrir la situation assez catastrophique du quartier de Marvila, ancien quartier portuaire et industriel faisant l'objet d'un projet de régénération urbaine au devenir encore incertain, faute pour la mairie de Lisbonne d'avoir réuni l'ensemble des capitaux internationaux pour investir dans la régénération de cet ancien quartier (des investisseurs chinois ont déjà signé des contrats pour le rachat de terrains et de hangars). Dans cet «entre deux», des investisseurs achètent des logements où vivaient des personnes depuis des décennies, laissant les immeubles dans une situation d'abandon total. A Lisbonne, il n'y a absolument pas de démocratie et de transparence sur la façon dont le plan local d'urbanisme est décidé par le Conseil Municipal. Aucune concertation n'a été organisée et l'information disponible est très limitée.

Dans la partie haute du quartier de Marvila, des logements sociaux sur le modèle des grands ensembles français ont été construits dans les années 90 sur des friches grâce à des fonds européens. Cependant, sous prétexte de mixité sociale, de nombreux logements sont vides. La ville de Lisbonne gère relativement mal, semble-t-il, ses logements sociaux et une grande partie sont vacants, quand il ne sont pas murés et ce malgré une très longue liste d'attente.

Soutenir les luttes locales

La manifestation du samedi 22 septembre qui a réuni 3000 personnes a été un succès et rencontré un grand écho dans les médias. Elle a contribué au débat public local. Rita de Habita! était invitée sur les plateaux télé deux jours après la manifestation. Les militants européens ont aussi soutenu la lutte des dockers du Port de Lisbonne à leur arrivée et une lutte en faveur d'occupations de logements sociaux vides par des habitants le mercredi.

La lutte continue

L'Aitec a proposé un atelier sur le municipalisme et "Collaboration conflictuelle entre mouvements sociaux et municipalité" qui a permis de croiser des perspectives intéressantes avec des camarades écossais, néerlandais mais aussi turcs, dans un contexte très fort de réduction de la démocratie locale en Turquie. Des outils ont été produits, notamment le journal de la Coalition et un «catalogue de pratiques de lutte» («European Action Booklet») fait avant tout par et pour les mouvements.

D'autres ateliers ont été proposés aux participants, sur les thèmes de la touristification des villes, les organisations de locataires, de la dette illégitime, des politiques du logement, la financiarisation du logement et l'exposé des travaux du groupe recherche-action sur ce thème avec la brochure longue. Les réunions en plénières ont été consacrées à la présentation de nouveaux groupes (Suède, Allemagne, Turquie) et à l'évaluation des activités récentes de la Coalition, du groupe logistique et des facilitateurs, du fonctionnement de la Coalition et de la campagne contre la financiarisation du logement. Les différents groupes de travail (mobilisation, recherche, communication, échanges et expériences) se sont réunis et ont proposé un programme d'activité pour la période suivante. De plus, trois groupes thématiques ont été créés: logement social / public, syndicats de locataires, juridique.

BERLIN juin 2019 rencontre plénière de la Coalition européenne d'action

En continuité de la rencontre plénière de Lisbonne, La CEA s'est réunie en plénière à Berlin en juin 2019. Berlin, comme d'autres grandes villes allemandes et européennes, fait l'objet depuis une bonne dizaine d'années d'une attractivité croissante qui génère spéculation immobilière, hausse importante des valeurs immobilières (loyers, prix de vente), gentrification de nombreux quartiers, qui connaissent une brutale mutation sociale, comme Kreuzberg et de plus en plus NeuKölln, quartiers de résistances et de vie alternatives, intégrant de nombreux immigrés, et excluant alors ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes pour y résider. Berlin, comme d'autres villes allemandes, a également connu la privatisation de ses logements sociaux par leur vente à des fonds d'investissement comme Vonovia et Deutsche Wohnen, qui, sous prétexte de «rénovations/réhabilitations», ont considérablement augmentés les loyers des logements, expulsant ceux qui ne pouvaient plus payer.

De nombreux mouvements pour le Droit à la Ville et au Logement s'organisent à Berlin pour contester et lutter contre ce processus et ses conséquences. Les luttes dans le cadre de la campagne contre la spéculation immobilière a abouti sur la remunicipalisation de 6000 logements à destination sociale. Un référendum citoyen est en cours pour demander l'expropriation des investisseurs privés possédant plus de 3000 logements, cette procédure concernant plus 200.000 logements berlinois.

La réunion plénière de la Coalition a été l'occasion d'apporter son soutien aux campagnes en cours, lors d'une rencontre avec les militants du mouvement DW&Co Einsteigen luttant contre le promoteur Deutsche

Wohnen. Une visite du quartier NeuKölln jusqu'à l'aéroport de Templehof a permis aux membres de la Coalition d'appréhender l'ampleur de la gentrification en cours, mais aussi les résistances et les luttes menées par les habitants et les mouvements citoyens.

Les mouvements berlinois de la Coalition avaient organisé durant les deux premières journées des ateliers de formation (notamment sur les modalités de mobilisation des habitants en vue de constituer des associations de locataires, la recherche militante, la communication, la facilitation), de partage d'expériences et thématiques (sur les problématiques de «reconnexion» entre les groupes de travail et thématiques de la Coalition). Ces ateliers furent féconds en terme d'échanges, de débats et de propositions.

Les deux autres journées ont été consacrées aux travaux de la plénière, avec des débats et des décisions principalement centrés sur les questions d'organisation de la Coalition. La principale décision concerne la mise en place d'une «commission technique» en appui aux facilitateurs composée des coordinateurs des groupes, du-des facilitateur/trice/-s. Cette commission technique aura en charge d'appliquer les décisions prises en plénière et de coordonner les activités de la Coalition.

2/ les groupes de travail et thématiques:

PARIS mars 2019

La réunion du groupe recherche-action de la Coalition

Un an après la réunion de Paris en mars 2018, le groupe recherche-action s'est de nouveau réuni à Paris, avec le DAL et l'AITEC en co-organisateurs, et avec la présence de militant/e/s issus de Roumanie, de Belgique, d'Espagne, de Grèce et de France, et de deux participants du CADTM et de la Fondation Rosa Luxembourg.

Deux axes de travail et de discussion ont structuré les échanges durant les quatre journées de la rencontre, à savoir la place et le rôle du groupe recherche-action au sein de la Coalition et les suites à donner à la brochure longue sur la financiarisation du logement en Europe.

L'apparition de nouveaux groupes thématiques au sein de la Coalition (logement social/public, syndicats de locataires, juridique) pose la question générale de la coordination entre les différents groupes et plus spécifiquement la question du positionnement du Groupe recherche-action. Il a été proposé pour la prochaine période de ne pas engager de nouveaux thèmes de recherche, mais de centrer les activités sur le matériel disponible, rendre le travail visible, engager un travail avec les groupes thématiques, et prolonger certaines thématiques abordées dans la brochure, notamment approfondir les questions relatives au logement public/social.

La brochure longue sur la financiarisation du logement en Europe a été finalisée fin 2018, et la version en langue anglaise a été éditée à 2500 exemplaires avec l'appui de la Fondation Rosa Luxembourg. Les suites à donner ont été discutées, et il a été proposé pour une meilleure dissémination de la brochure, de la traduire en plusieurs langues et de la transcrire dans d'autres formats (vidéos, animations...). La version française de la brochure longue a été finalisée en août 2019 et sa version numérique est disponible sur le site de la Coalition et de l'AITEC. La Fondation Rosa Luxembourg apporte son soutien pour l'édition de 1000 exemplaires de la version française.

CLUJ-NAPOCA (Roumanie) mars 2019

la réunion du groupe thématique «logement social/public»

Le groupe thématique «logement social/public», mis en place suite à la réunion plénière de Lisbonne, s'est réuni pour la première fois en Roumanie en mars 2019, avec la participation de groupes venus d'Espagne, du Portugal, d'Irlande, de Grèce, de Serbie, de Roumanie et de France, avec le DAL et l'AITEC. Dans un contexte européen néo-libéral, les valeurs immobilières ne cessent d'augmenter, entraînant non seulement des difficultés croissantes pour les ménages de se loger de manière adéquate et abordable, mais également une paupérisation relative des classes populaires et de plus en plus des classes moyennes. Cette situation est aggravée par l'arrêt de la construction de logements sociaux/publics, et la privatisation dans de très nombreux pays des logements sociaux/publics existants, au profit des promoteurs privés et des fonds d'investissement.

Lors de la rencontre, les participants ont exposé la situation du logement social/public dans leurs pays

respectifs, en mettant en exergue les points forts/points faibles. Les échanges ont permis de rédiger un projet de memorandum de la Coalition en faveur d'un logement social/public pour tous/toutes, et avec comme principales revendications la prise de responsabilité des États et des gouvernements dans la promotion du logement social/public, l'expropriation non seulement des logements sociaux/publics privatisés au profit des grandes sociétés, des promoteurs et fonds d'investissement, mais également des logements vacants et du foncier disponible.

3/ les actions de solidarité entre mouvements:

En **Turquie**, le 30e tribunal pénal turc d'Istanbul a initié en juillet 2019 un procès contre 16 militants engagés dans les manifestations du parc Gezi de 2013, accusés d'avoir tenté de déstabiliser le gouvernement turc et d'avoir «préparé le terrain pour une guerre civile ou un coup d'État». La réclusion à perpétuité a été requise. Parmi les accusés figurent des militants, des journalistes, des architectes, des urbanistes, des avocats et des acteurs. La manifestation pacifique de 2013 s'était engagée sur la base du droit à la ville et contre le nouveau plan d'urbanisme du gouvernement visant à supprimer un des rares espaces verts restants à Istanbul. Les manifestants avaient participé à un sit-in dans le parc Gezi et protesté pacifiquement contre le projet et le Premier ministre de l'époque, actuellement président turc, Recep Tayyip Erdogan, et ses attaques constantes contre la liberté de la presse et d'expression. La répression policière fut violente et les manifestants ont été expulsés à l'aide de balles réelles, de gaz lacrymogène, de canons à eau, de balles en caoutchouc et de coups de matraque, ce qui constitue une violation flagrante de plusieurs droits humains et a entraîné la mort de neuf personnes et plus de 8 000 blessés. L'AITEC s'est solidarisé à Berlin avec les personnes poursuivies par le tribunal d'Istanbul.

La **Serbie** a récemment adopté une loi sécuritaire (Zakon o izvršenju i obezbeđenju) qui détériore considérablement la protection des locataires et criminalise la solidarité entre voisins en cas d'expulsion. La loi renforce le pouvoir des huissiers de justice privés de prendre des décisions en lieu et place des tribunaux, ce qui s'était déjà avéré désastreux lors de l'application de l'ancienne loi. En solidarité avec les mouvements serbes, l'AITEC a envoyé en juillet 2019 un courrier à l'Ambassade de Serbie en France, revendiquant l'application par l'État serbe de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit au logement. En tant que signataire du Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels, la Serbie est également tenue d'assurer le relogement des personnes expulsées, ce qui n'a pas été respecté au cours de la dernière décennie. La Serbie a l'obligation constitutionnelle (article 16 de la Constitution serbe) d'appliquer les traités internationaux signés dans sa législation, qui comprend la Convention et le Pacte. De plus, des militants du droit au logement ont été agressés à Novi Sad par un groupe d'extrême droite sans qu'aucun de ses membres n'ait été arrêté, et le courrier transmis à l'Ambassade rappelle les obligations de l'État Serbe de protéger les citoyens de cette violence anti-démocratique.

Plus récemment, l'AITEC a participé en septembre 2019 à deux actions de protestation organisées par le DAL devant les Ambassades de **Grèce** et de **Pologne** en France.

En **Pologne**, le squat de ROZBRAT à Poznań, avec ses 25 ans de résistance active, est le plus ancien squat existant en Pologne. Rozbrat est un centre socio-politique et un lieu artistique qui encourage l'auto-organisation et la solidarité, sans censure, sans dons, subventions, sponsors et en dehors du système. Depuis 25 ans, Rozbrat est un espace d'organisation pour les luttes locales (fédération anarchiste, mouvement des locataires, mouvement ouvrier, art, imprimerie, féminisme social, questions environnementales, activités anti-guerre, campagnes sociales, initiatives anti-déportation). L'un des principaux slogans du mouvement Poznań est : "La solidarité est un crime que nous ne cesserons jamais de commettre". L'avenir de Rozbrat est incertain puisqu'en 2009, une première tentative de privatisation de ce lieu et de construction d'appartements privés a été initiée. Le 15 mai 2019, un huissier de justice avait estimé la valeur du terrain et, pour la deuxième fois, ouvert la voie à une vente aux enchères et à une éventuelle expulsion forcée de Rozbrat. La date des enchères n'a pas encore été fixée, mais elles peuvent débuter à tout moment.

En **Grèce**, le squat NOTARA 26, créé en septembre 2015, est le premier squat destiné à loger des réfugiés à Athènes. Depuis sa création, il a permis de loger des milliers de réfugiés. Il est devenu un modèle pour l'ouverture de nouveaux squats, 20 bâtiments à son apogée et accueillant 2800 personnes simultanément (dont un des plus connus est le «city plaza»), en solidarité avec des personnes qui ont dû fuir leur pays et délaissés par un État grec en faillite. Le nouveau gouvernement grec a annoncé récemment le «nettoyage» du quartier d'Exarcheia, le quartier résistant où Notara 26 est implanté, en «éradiquant» les structures de solidarité et les collectifs politiques, et en expulsant la totalité des squats. Fin août, 4 squats ont été attaqués

par la police et 150 réfugiés ont été transférés dans des camps de l'État.

4/ JUILLET 2019

une action contre le MIPIM «PROPTECH» organisée à Paris

Le DAL, ATTAC et l'AITEC ont organisé le 2 juillet 2019 une matinée d'action de protestation contre le MIPIM PropTech qui s'est organisé dans les locaux du «104» dans le 19^{ième} arrondissement. Le MIPIM, le «plus grand marché international de la promotion immobilière» selon ses organisateurs, se tient chaque année à Cannes et dans d'autres villes dans le monde. «PropTech» signifie «property technologies» et fédère les entreprises et start up développant leurs activités dans les nouvelles technologies appliquées et utilisées dans les logements, immeubles et villes. Ces nouvelles technologies, intégrant informatique, numérique, internet accompagnent le processus global d'ubérisation de la société, de même que la gentrification des villes et des quartiers.

Des militants du DAL, d'ATTAC et de l'AITEC se sont mobilisés le 2 juillet 2019 pour contester le MIPIM «proptech», déclinaison du MIPIM et organisé pour la seconde année à Paris durant deux journées. Ce salon des nouvelles technologies a réuni starts up, promoteurs immobiliers, fonds d'investissement et médias de la promotion immobilière. Les militant/e/s présent/e/s ont occupé l'entrée du « 104 » et interpellé les participants au salon.